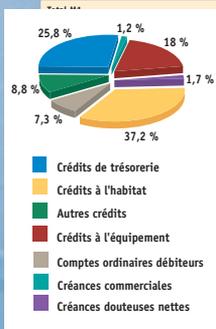




Bulletin trimestriel

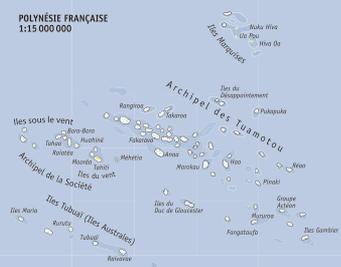
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	9 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 141 - Statistiques au 31/12/2009

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	7
Méthodologie	7
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	9
1.1 La masse monétaire	9
1.2 La circulation fiduciaire	9
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	10
2. Les avoirs financiers des agents économiques	11
2.1 Les avoirs des ménages	12
2.2 Les avoirs des sociétés	13
2.3 Les avoirs par nature	14
3. L'endettement des agents économiques	15
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	19
4. Le financement des crédits bancaires	21
4.1 L'équilibre emplois- ressources	21
4.2 Le réescompte	21
5. Les engagements sectoriels	22
6. Les indicateurs de vulnérabilité	24
6.1 Les indicateurs globaux	24
6.2 La vulnérabilité des ménages	24
6.3 La vulnérabilité des entreprises	25
7. Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux règlementés	26
8.2 Les principaux taux de marché	26
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

Evolution monétaire et financière internationale

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermi. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

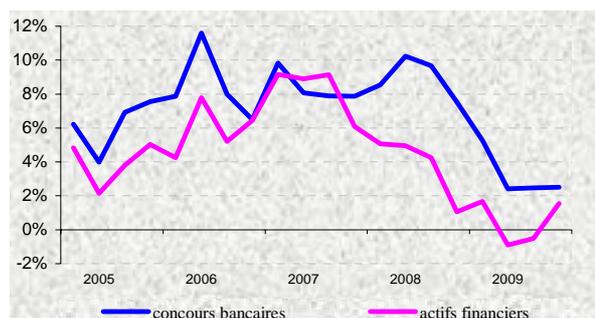
Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cours euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1100 USD l'once en novembre.

Contraction de l'activité des banques polynésiennes

Dans un contexte de conjoncture économique dégradée, l'activité des établissements de crédit locaux s'est repliée en 2009. La perte de confiance des ménages et des entreprises ayant constitué un frein important à la collecte de dépôts et à l'octroi de crédits tout au long de l'année, la place bancaire polynésienne a enregistré une contraction de son PNB de l'ordre de 3 % en moyenne sur l'année.

L'orientation défavorable de l'activité économique locale a fragilisé la situation financière des agents économiques. La sinistralité du portefeuille des banques s'est ainsi nettement détériorée au cours de l'année, en raison de la forte recrudescence des créances douteuses sur la clientèle (+28,4%).

Evolution en glissement annuel

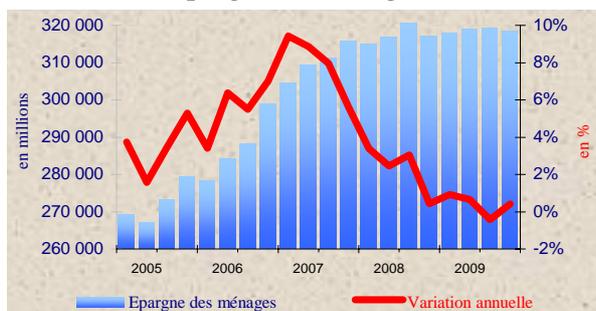


Forte progression des dépôts des sociétés

Au 31 décembre 2009, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élevait à 479,8 milliards de F CFP. Après deux trimestres consécutifs de contraction, les dépôts collectés par les banques ont connu un rebond en fin d'année, avec une croissance annuelle de 1,5 % en glissement annuel.

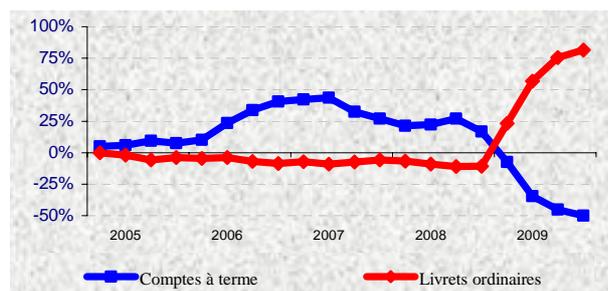
Les ménages ont faiblement contribué à ce regain, leur épargne a diminué de 0,3 % sur les trois derniers mois et n'a progressé que de 0,4 % entre décembre 2008 et décembre 2009. Au cours d'une année 2009 marquée par une dégradation du marché de l'emploi, les tensions de trésorerie ont restreint la capacité de placement des ménages. Dès lors, l'encours de leurs dépôts à vue a stagné en l'espace d'un an.

Evolution de l'épargne des ménages



La baisse constante des taux de rémunération des comptes à terme observée en 2009¹ a conduit les ménages à orienter massivement leur épargne vers leurs comptes sur livrets dont l'encours a augmenté de 81,5 % sur l'année. Les ménages ont également placé une partie de leur épargne à long terme, privilégiant notamment les contrats d'assurance-vie qui ont augmenté de 22,1 % en 2009. Dans ce contexte de taux historiquement bas, les dépôts à terme des ménages ont diminué de moitié en un an et de 9,4 % sur le seul dernier trimestre.

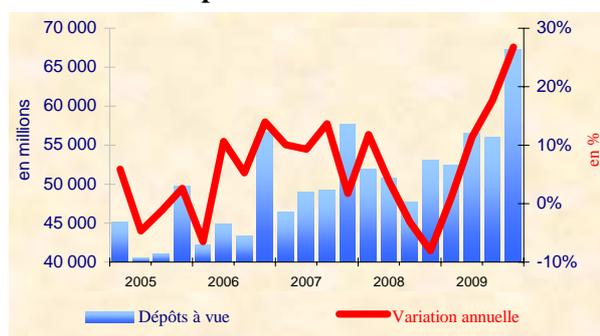
Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



¹ La moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois est passée de 3,257 % à 0,712 % entre décembre 2008 et décembre 2009.

L'encours des dépôts des sociétés a, de son côté, enregistré une hausse de 11,4 % sur le trimestre et de 5,6 % sur l'année, résultant essentiellement d'une forte augmentation des dépôts à vue (+ 20 % sur trois mois et + 26,8 % sur douze mois). Les certificats de dépôts ont également connu une nette progression pendant cette période, ayant plus que doublé au cours du trimestre. En raison des incertitudes relatives à l'évolution de leur activité, les sociétés ont semblé privilégier des liquidités immédiatement disponibles plutôt qu'une épargne faiblement rémunérée. Ainsi, les comptes à terme se sont inscrits en repli de 17,7 % en un an.

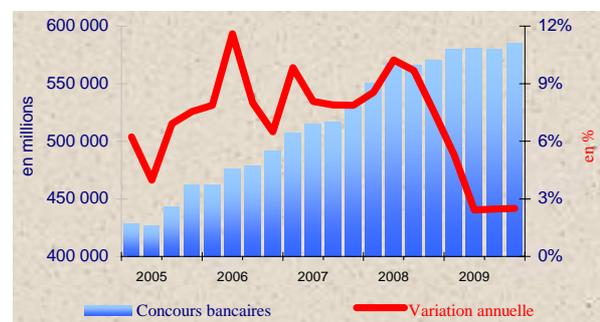
Evolution des dépôts à vue des sociétés



Ralentissement sensible de la croissance des crédits bancaires

S'établissant à 584,8 milliards de F CFP au 31 décembre 2009, l'encours des crédits consentis par l'ensemble des établissements de crédit a poursuivi sa croissance (+ 2,5 % en glissement annuel), mais à un rythme beaucoup plus modéré qu'en décembre 2008 (+ 7,5 %). Par ailleurs, l'encours sain n'a augmenté que de 1 % en l'espace d'un an.

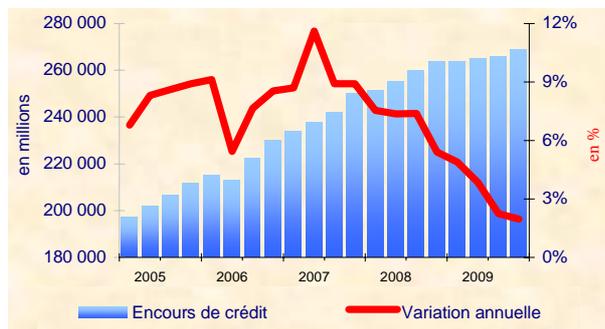
Evolution des concours bancaires de tous les établissements



L'encours des crédits aux ménages s'est établi à 269 milliards de F CFP à fin 2009, soit une hausse de 2 % par rapport à décembre 2008. Toutefois, la

croissance de leur encours sain n'a cessé de s'essouffler depuis plusieurs trimestres¹.

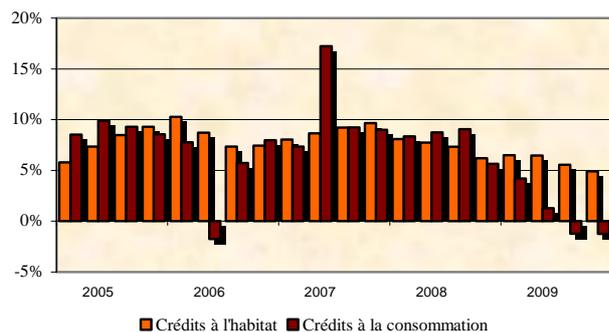
Evolution de l'endettement des ménages



Les crédits à l'habitat des ménages (59 % de leur encours) ont augmenté de 4,9 %. Il s'agit du plus faible taux de croissance annuel observé depuis de nombreuses années. Le ralentissement observé depuis plusieurs trimestres est susceptible de se poursuivre avec la fin des ressources publiques consacrées aux dispositifs de prêt à l'habitat bonifié (PHB) et prêt à l'aménagement bonifié (PAB) et en l'absence de mesures incitatives à l'accession à la propriété.

Au regard d'un marché de l'emploi en repli et du manque de confiance dans l'avenir les habitudes de consommation des ménages ont changé. Aussi, l'encours de crédits correspondant s'est inscrit en retrait de 1,3 % en 2009.

Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



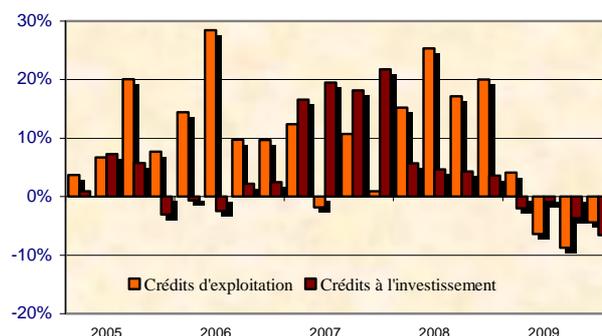
Le net ralentissement de l'activité économique et l'attentisme des entreprises se sont traduits par une diminution de leurs demandes de financement bancaire. En effet, l'encours de crédits de cette clientèle s'est élevé à 176,9 milliards de F CFP, en retrait de 1,8 % sur le trimestre et de 6 % en rythme annuel.

¹ +7,3 % en septembre 2008, +5,3 % en décembre 2008, +4,9 % en mars 2009, +3,9 % en juin 2009 et +2,3 % en septembre 2009.

De leur côté, les crédits d'exploitation des entreprises se sont inscrits en baisse de 4,4 % entre décembre 2008 et décembre 2009, la baisse de leurs carnets de commandes ayant limité leurs besoins de trésorerie.

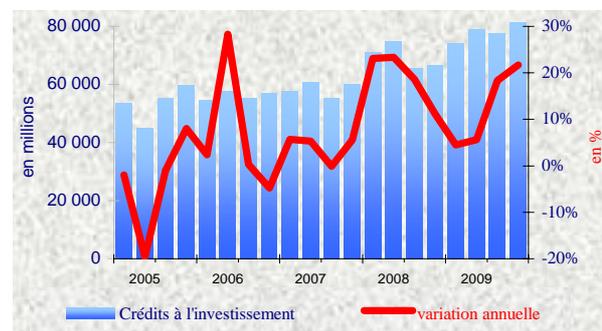
Par ailleurs, le manque de visibilité des chefs d'entreprises réfrène leurs velléités d'investissement. Ainsi, les crédits à l'équipement ont fléchi de 6,6 % en l'espace d'un an.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



A fin décembre 2009, l'encours sain des collectivités locales, de l'ordre de 84,6 milliards de F CFP, a crû de 4,1 % sur le trimestre et de 19,5 % en rythme annuel, soutenu par les crédits à l'équipement. Cette augmentation est liée au financement d'opérations d'investissement inscrites aux budgets 2009 et 2010, et notamment celles relatives au plan de relance mis en œuvre par le Pays.

Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Baisse des engagements en faveur de l'hôtellerie, du BTP et de l'industrie

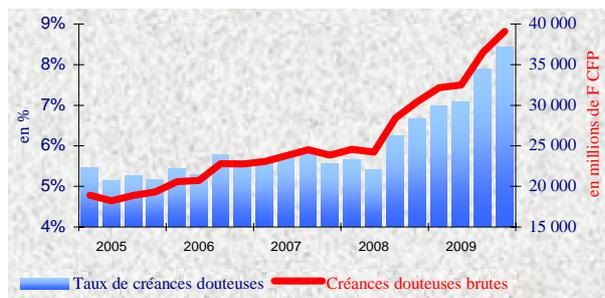
L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître en décembre 2009 une baisse des engagements à court, moyen et long terme en faveur d'un grand nombre de secteurs tels que l'hôtellerie (- 14,7 % de en rythme annuel), le BTP (- 12,8 %), l'industrie

(- 12,7 %) ainsi que le commerce (- 8,5 %). Seuls les transports ont observé une hausse de leur encours (+ 5,1 %).

Nouvelle détérioration de la sinistralité des agents économiques polynésiens

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens a poursuivi sa dégradation en fin d'année 2009. Au terme d'un sixième trimestre consécutif d'augmentation, l'encours des créances douteuses brutes s'est élevé à 39,9 milliards de F CFP au 31 décembre 2009. Il progresse de 7,9 % sur les seuls trois derniers mois de l'année et de 28,4 % en un an. Les créances douteuses et litigieuses représentent désormais 8,4 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (6,6 % en décembre 2008 et 7,9 % en septembre 2009).

Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



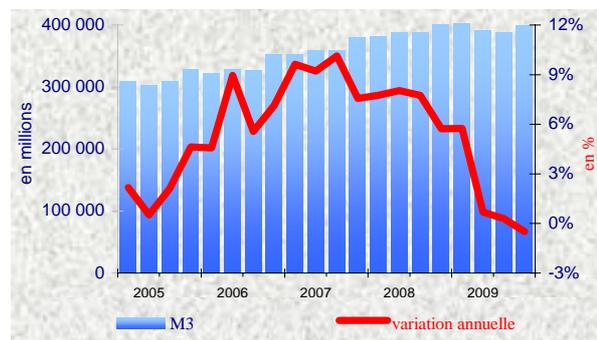
Cette hausse de la sinistralité a été particulièrement prononcée pour les entreprises en cette fin d'année. En raison de la baisse de leur activité, certains secteurs se sont retrouvés confrontés à des difficultés de remboursement de leurs crédits, notamment dans le secteur des transports dont les créances impayées ont quadruplé en un trimestre, mais également dans l'hôtellerie-restauration (+ 13,9 %), le secteur primaire (+ 11,4 %) et l'industrie (+ 6,9 %).

Repli de la masse monétaire

Au 31 décembre 2009, la masse monétaire M3 s'est établie à 398,9 milliards de F CFP. Après plusieurs trimestres de ralentissement, son rythme de croissance annuelle s'est affichée pour la première fois en retrait sur l'année, avec - 0,5 %, et ce malgré

une orientation favorable sur les trois derniers mois (+ 2,7 %).

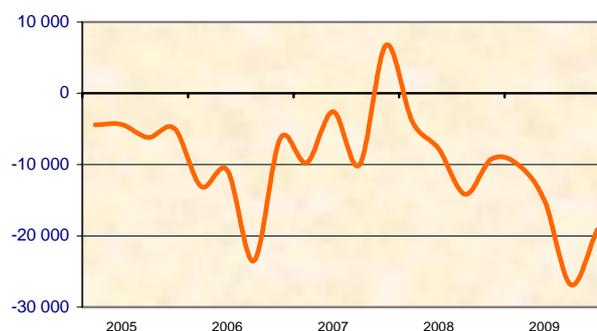
Evolution de la masse monétaire M3



Confrontés à un net ralentissement de la collecte de dépôts auprès de leur clientèle, les banques locales sont contraintes de solliciter des ressources financières auprès de leurs maisons-mères. Néanmoins, le besoin en ressources des établissements de la place s'est réduit compte tenu de la faible demande de crédit de la clientèle polynésienne.

Ainsi, entre septembre et décembre 2009, les engagements hors zone du système bancaire ont diminué de 5,1 % sur le trimestre tandis que leurs avoirs hors zone d'émission ont crû de 1,6 %. La principale conséquence de ces évolutions est une réduction du déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local à 19,1 milliards de F CFP en décembre 2009 (-26,9 milliards en septembre 2009).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Remarque : La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers	75 et 99

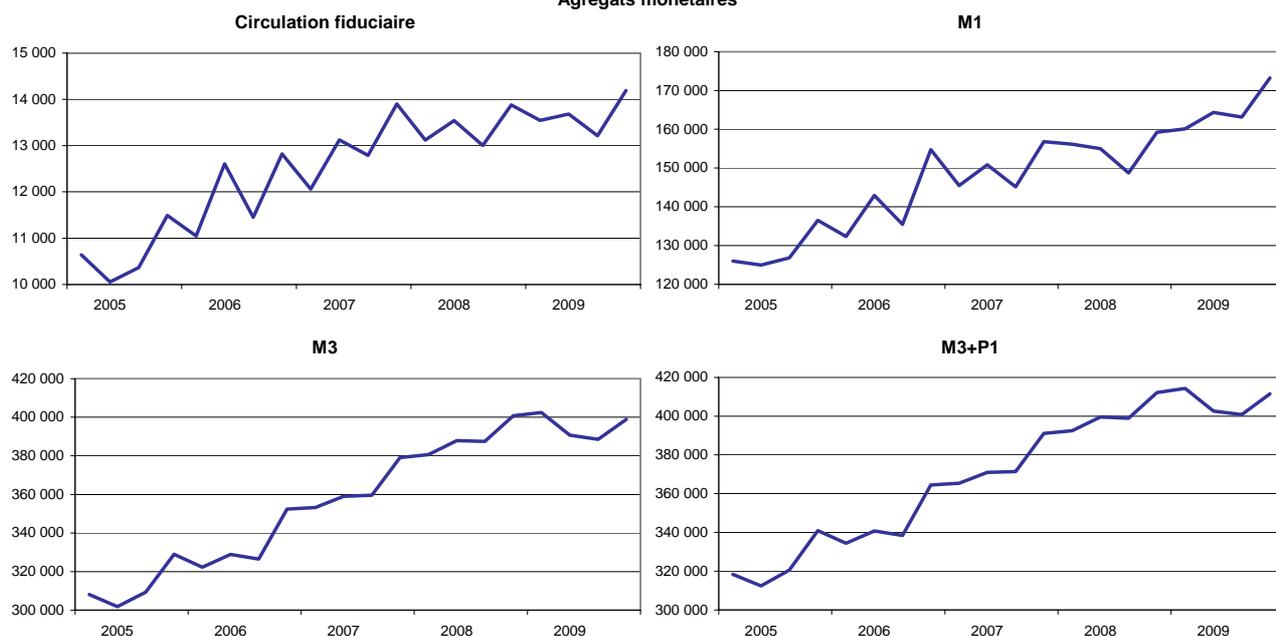
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	10 748	11 491	12 822	13 899	13 879	13 547	13 681	13 214	14 192	7,4%	2,3%
Billets	9 126	9 781	11 027	12 003	11 925	11 604	11 715	11 242	12 179	8,3%	2,1%
Pièces	1 622	1 710	1 794	1 896	1 954	1 944	1 966	1 972	2 013	2,1%	3,0%
Dépôts à vue	119 860	124 978	141 923	142 932	145 336	146 561	150 686	149 923	159 031	6,1%	9,4%
TOTAL M1	130 608	136 468	154 744	156 831	159 215	160 109	164 367	163 137	173 222	6,2%	8,8%
M2-M1	81 523	78 808	71 710	67 731	60 962	82 478	98 232	105 348	109 963	4,4%	80,4%
Comptes sur livrets	81 276	78 550	71 464	67 524	60 756	82 263	98 026	105 133	109 742	4,4%	80,6%
Comptes épargne logement	248	258	245	207	206	215	206	215	220	2,8%	7,1%
TOTAL M2	212 132	215 276	226 454	224 562	220 177	242 587	262 599	268 485	283 185	5,5%	28,6%
M3-M2	102 268	113 655	125 994	154 523	180 659	159 950	128 054	120 109	115 747	-3,6%	-35,9%
Dépôts à terme	78 169	83 298	115 116	143 963	169 696	149 022	119 157	111 718	108 024	-3,3%	-36,3%
Titres de créance négociables	8 784	16 768	2 280	2 489	1 386	1 629	935	688	1 631	137,0%	17,7%
Bons de caisse	15 315	13 590	8 598	8 072	9 577	9 299	7 963	7 703	6 091	-20,9%	-36,4%
Total M3	314 400	328 932	352 448	379 085	400 837	402 537	390 653	388 594	398 932	2,7%	-0,5%
P1	9 639	11 967	12 049	11 962	11 393	11 802	11 915	12 164	12 556	3,2%	10,2%
Plans d'épargne logement	9 639	11 967	12 049	11 962	11 393	11 802	11 915	12 164	12 556	3,2%	10,2%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	324 039	340 899	364 497	391 047	412 230	414 339	402 568	400 758	411 488	2,7%	-0,2%

1.2 La circulation fiduciaire

Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
En nombre	141 433 065	148 725 313	155 982 284	162 455 023	168 914 253	169 622 715	171 043 046	171 851 888	174 048 908	1,3%	3,0%
100 F CFP	8 858 906	9 367 961	9 875 001	10 484 780	10 775 658	10 663 871	10 817 328	10 840 571	11 103 264	2,4%	3,0%
50 F CFP	3 796 765	4 012 286	4 158 044	4 414 800	4 561 059	4 522 307	4 565 326	4 584 676	4 682 686	2,1%	2,7%
20 F CFP	10 007 420	10 471 454	10 985 979	11 466 243	11 796 238	11 808 006	11 902 600	11 920 536	12 127 982	1,7%	2,8%
10 F CFP	13 999 484	14 659 490	15 298 496	16 016 957	16 630 874	16 649 916	16 787 553	16 831 965	17 114 445	1,7%	2,9%
5 F CFP	15 891 331	16 766 960	17 562 171	18 382 577	19 166 649	19 335 861	19 487 027	19 583 426	19 845 818	1,3%	3,5%
2 F CFP	37 523 814	39 404 825	41 090 333	43 019 410	44 734 868	45 046 864	45 413 367	45 612 868	46 070 868	1,0%	3,0%
1 F CFP	51 355 345	54 042 337	57 012 260	58 670 256	61 248 907	61 595 890	62 069 845	62 477 846	63 103 845	1,0%	3,0%
En millions de F CFP	1 622	1 710	1 795	1 895	1 954	1 944	1 966	1 972	2 013	2,1%	3,0%
100 F CFP	886	937	988	1 048	1 078	1 066	1 082	1 084	1 110	2,4%	3,0%
50 F CFP	190	201	208	221	228	226	228	229	234	2,1%	2,7%
20 F CFP	200	209	220	229	236	236	238	238	243	1,7%	2,8%
10 F CFP	140	147	153	160	166	166	168	168	171	1,7%	2,9%
5 F CFP	79	84	88	92	96	97	97	98	99	1,3%	3,5%
2 F CFP	75	79	82	86	89	90	91	91	92	1,0%	3,0%
1 F CFP	51	54	57	59	61	62	62	62	63	1,0%	3,0%

Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an	
En nombre	4 954 666	5 247 890	6 005 887	6 494 692	6 847 370	6 582 580	6 637 721	6 540 635	7 036 058	7,6%	2,8%	
10 000 F CFP	693 987	866 739	1 000 054	1 058 947	1 104 268	1 024 144	1 060 847	1 014 139	1 117 837	10,2%	1,2%	
5 000 F CFP	595 542	515 427	604 461	634 538	608 774	530 432	527 839	482 129	529 507	9,8%	-13,0%	
1 000 F CFP	2 516 734	2 663 055	3 046 269	3 324 523	3 555 708	3 464 187	3 454 797	3 433 631	3 658 487	6,5%	2,9%	
500 F CFP	1 148 403	1 202 669	1 355 103	1 476 684	1 578 620	1 563 817	1 594 238	1 610 736	1 730 227	7,4%	9,6%	
En millions de F CFP	13 009	14 509	16 747	17 825	18 432	17 140	17 500	16 791	18 350	9,3%	-0,4%	
10 000 F CFP	6 940	8 667	10 001	10 589	11 043	10 241	10 608	10 141	11 178	10,2%	1,2%	
5 000 F CFP	2 978	2 577	3 022	3 173	3 044	2 652	2 639	2 411	2 648	9,8%	-13,0%	
1 000 F CFP	2 517	2 663	3 046	3 325	3 556	3 464	3 455	3 434	3 658	6,5%	2,9%	
500 F CFP	574	601	678	738	789	782	797	805	865	7,4%	9,6%	

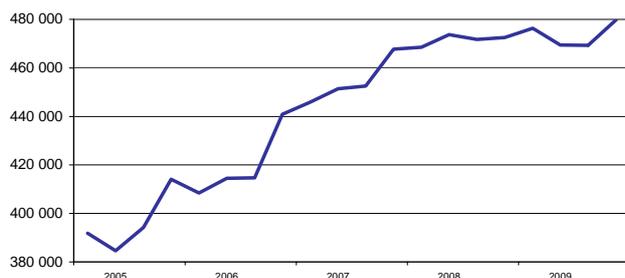
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	76 112	94 865	109 092	117 888	133 711	132 127	130 431	120 488	132 228	9,7%	-1,1%	
Institut d'émission	19 137	21 116	28 623	30 437	28 099	27 902	28 807	24 939	35 168	41,0%	25,2%	
Etablissements de crédit	56 975	73 749	80 469	87 452	105 612	104 225	101 624	95 549	97 060	1,6%	-8,1%	
Créances du Trésor public	6 117	6 134	7 259	6 019	6 885	8 883	8 019	10 442	7 574	-27,5%	10,0%	
Concours sur ressources monétaires	232 171	227 932	236 096	255 178	260 200	261 493	252 168	257 663	259 129	0,6%	-0,4%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	346 949	374 671	403 704	429 326	458 429	460 294	458 510	463 892	464 300	0,1%	1,3%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	114 778	146 739	167 607	174 148	198 190	198 767	206 307	206 228	205 171	-0,5%	3,5%	
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	22 573	22 699	28 672	32 301	35 067	35 214	37 739	39 363	38 189	-3,0%	8,9%	
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	11 394	12 675	14 751	14 782	16 761	17 717	18 718	20 090	21 537	7,2%	28,5%	
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	58 415	78 717	86 790	80 723	114 829	114 235	116 658	122 426	116 186	-5,1%	1,2%	
<i>Epargne contractuelle</i>	9 639	11 968	12 049	11 962	11 393	11 802	11 915	12 164	12 556	3,2%	10,2%	
<i>Divers</i>	12 756	20 681	25 346	34 380	20 139	19 799	21 277	12 186	16 702	37,1%	-17,1%	
Total M3	314 400	328 931	352 448	379 085	400 835	402 537	390 653	388 594	398 932	2,7%	-0,5%	
Position extérieure nette	-1 440	-4 967	-6 321	6 728	-9 217	-10 010	-15 034	-26 877	-19 126	-28,8%	107,5%	

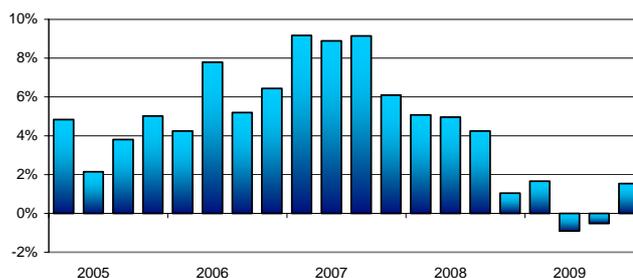
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc.-09	1 trim	1 an
Sociétés	91 140	100 130	95 852	103 535	99 581	100 418	96 809	94 441	105 204	11,4%	5,6%
Dépôts à vue	48 470	49 722	56 668	57 660	53 007	52 444	56 570	56 009	67 194	20,0%	26,8%
Placements liquides ou à court terme	41 566	50 391	38 216	44 757	46 113	46 931	39 196	37 966	37 502	-1,2%	-18,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	2	2	2	0	0	0	0	0	-	1,5%
Placements indexés sur les taux du marché	41 566	50 390	38 215	44 754	46 113	46 930	39 195	37 966	37 501	-1,2%	-18,7%
dont comptes à terme	24 501	25 547	27 379	33 177	37 046	37 717	31 726	31 539	31 637	0,3%	-14,6%
dont OPCVM monétaires	1 315	3 173	4 965	5 393	3 022	2 993	2 384	2 458	2 302	-6,3%	-23,8%
dont certificats de dépôts	8 784	16 768	2 280	2 489	1 386	1 629	935	688	1 631	137,0%	17,7%
Epargne à long terme	1 104	17	967	1 118	460	1 043	1 043	467	508	8,8%	10,5%
dont OPCVM non monétaires	1 104	3	841	983	330	300	292	304	341	12,1%	3,3%
Ménages	265 327	279 371	298 945	315 699	317 076	317 760	319 041	319 242	318 422	-0,3%	0,4%
Dépôts à vue	61 208	65 829	71 403	70 227	72 112	71 646	75 103	72 171	72 026	-0,2%	-0,1%
Placements liquides ou à court terme	142 428	143 926	155 647	171 881	182 871	181 996	173 180	174 222	170 988	-1,9%	-6,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	79 272	76 526	69 755	65 649	58 587	79 555	95 095	101 890	106 178	4,2%	81,2%
Livrets ordinaires	79 026	76 039	69 470	65 408	58 381	79 341	94 889	101 676	105 957	4,2%	81,5%
Comptes d'épargne logement	246	250	243	204	206	215	206	215	220	2,8%	7,1%
Placements indexés sur les taux du marché	63 156	67 401	85 892	106 232	124 284	102 441	78 085	72 331	64 811	-10,4%	-47,9%
dont comptes à terme	50 516	54 297	76 368	96 949	113 132	91 247	68 547	62 423	56 553	-9,4%	-50,0%
dont bons de caisse	8 040	8 454	4 812	4 181	4 782	4 607	3 703	4 316	4 043	-6,3%	-15,4%
dont OPCVM monétaires	4 301	4 426	4 518	4 910	6 237	6 489	5 729	5 490	4 101	-25,3%	-34,2%
Epargne à long terme	61 691	69 616	71 895	73 592	62 094	64 118	70 758	72 849	75 408	3,5%	21,4%
Plans d'épargne logement	9 633	11 951	12 013	11 906	11 393	11 802	11 915	12 164	12 556	3,2%	10,2%
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Portefeuille-titres	5 499	5 217	4 170	3 111	2 750	2 931	4 024	4 821	5 335	10,7%	94,0%
OPCVM non monétaires	14 145	14 847	14 940	13 417	6 250	5 956	6 324	6 750	6 617	-2,0%	5,9%
Contrats d'assurance-vie	32 414	37 601	40 772	45 158	41 700	43 428	48 496	49 114	50 899	3,6%	22,1%
Autres agents	24 974	34 639	46 022	48 434	55 905	58 108	53 544	55 608	56 216	1,1%	0,6%
Dépôts à vue	10 182	9 427	13 851	15 045	19 481	22 471	19 012	21 743	19 810	-8,9%	1,7%
Placements liquides ou à court terme	6 620	11 013	18 265	20 585	25 020	24 332	22 910	21 919	24 195	10,4%	-3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 258	2 280	1 953	2 101	2 375	2 923	3 137	3 457	3 785	9,5%	59,4%
Placements indexés sur les taux du marché	4 362	8 733	16 311	18 484	22 645	21 410	19 773	18 462	20 411	10,6%	-9,9%
dont comptes à terme	3 152	3 454	11 368	13 837	20 254	20 058	18 884	17 756	19 834	11,7%	-2,1%
Epargne à long terme	8 172	14 199	13 906	12 804	11 404	11 304	11 621	11 945	12 210	2,2%	7,1%
TOTAL	394 341	414 140	440 819	467 668	472 562	476 285	469 394	469 292	479 842	2,2%	1,5%
Dépôts à vue	119 860	124 978	141 923	142 932	144 600	146 561	150 686	149 923	159 031	6,1%	10,0%
Placements liquides ou à court terme	190 614	205 331	212 128	237 222	254 004	253 259	235 286	234 107	232 686	-0,6%	-8,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	81 530	78 807	71 710	67 752	60 962	82 478	98 232	105 348	109 963	4,4%	80,4%
Placements indexés sur les taux du marché	109 084	126 524	140 418	169 470	193 042	170 781	137 054	128 759	122 723	-4,7%	-36,4%
Epargne à long terme	81 050	83 832	86 768	87 514	73 957	76 465	83 423	85 261	88 126	3,4%	19,2%

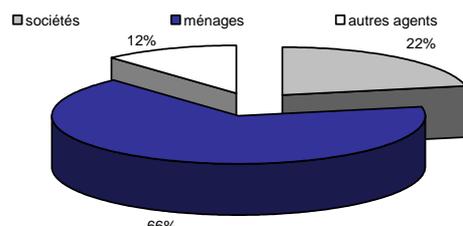
Total des actifs financiers



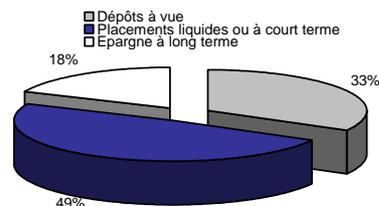
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique déc-09

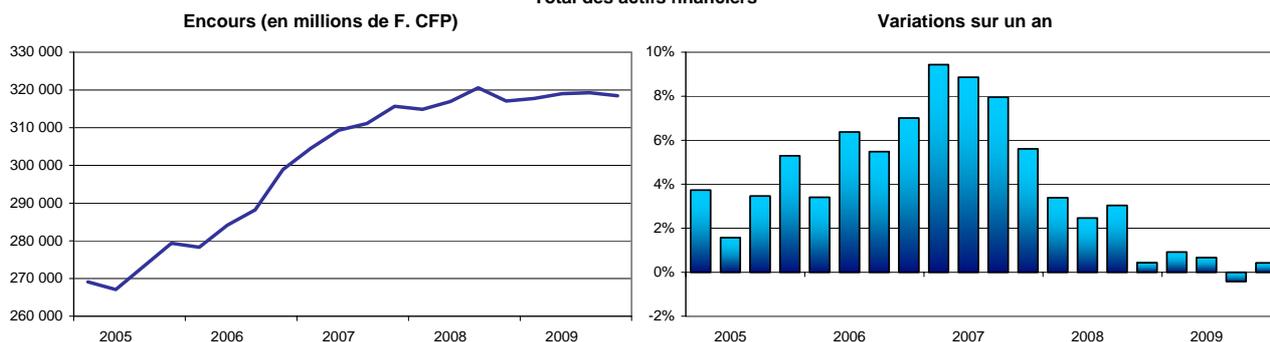


Répartition des actifs financiers par nature déc-09

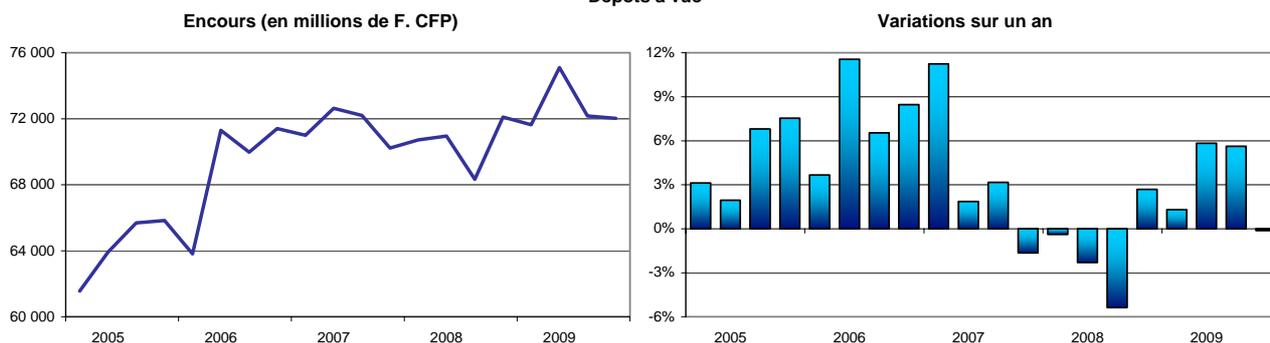


2.1 Les avoirs des ménages

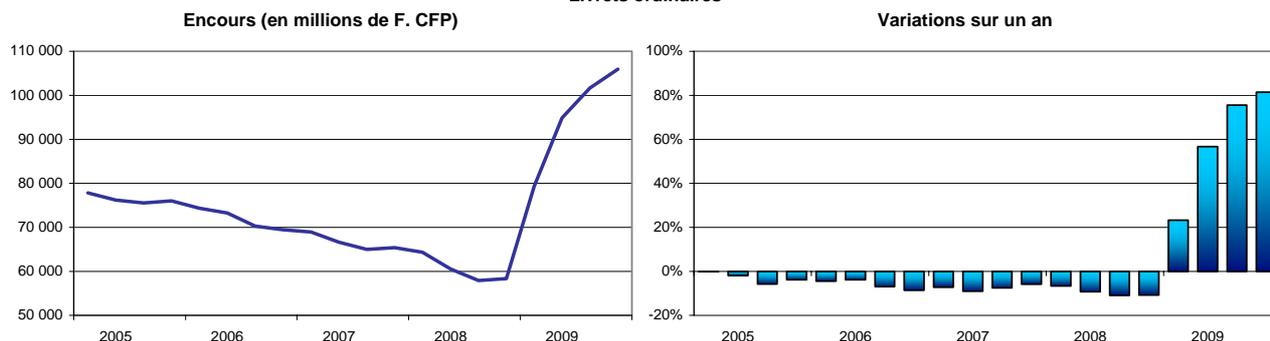
Total des actifs financiers



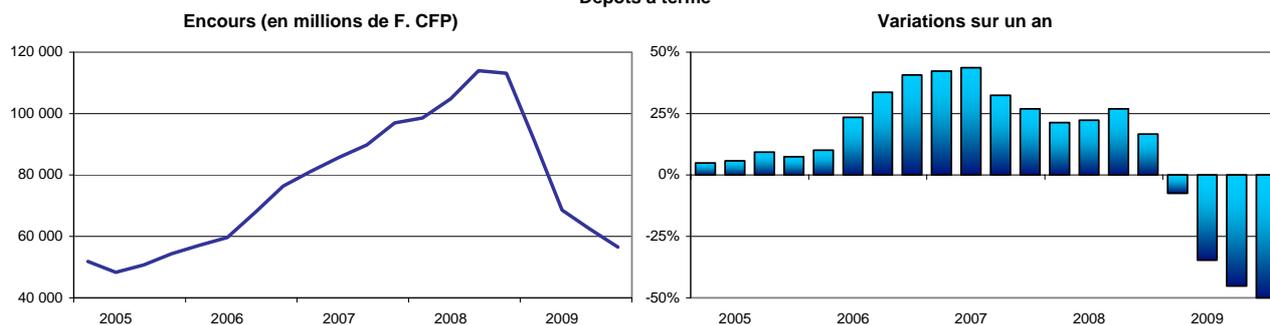
Dépôts à vue



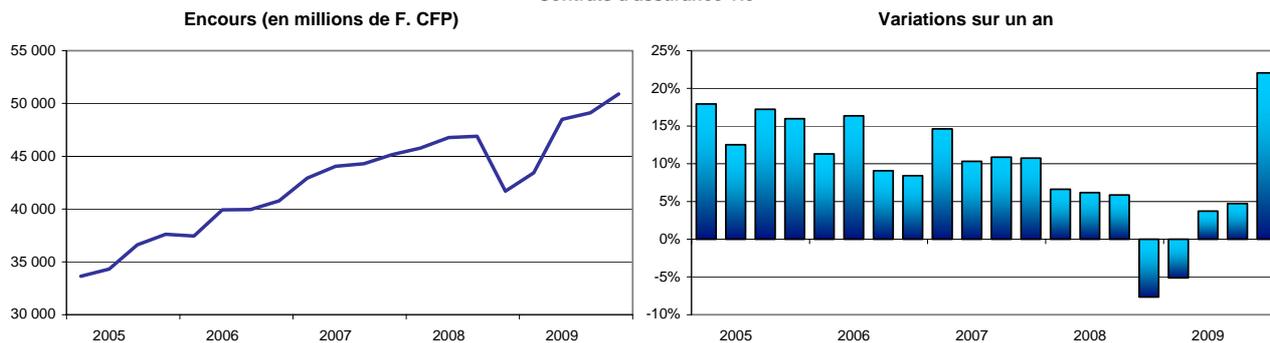
Livrets ordinaires



Dépôts à terme

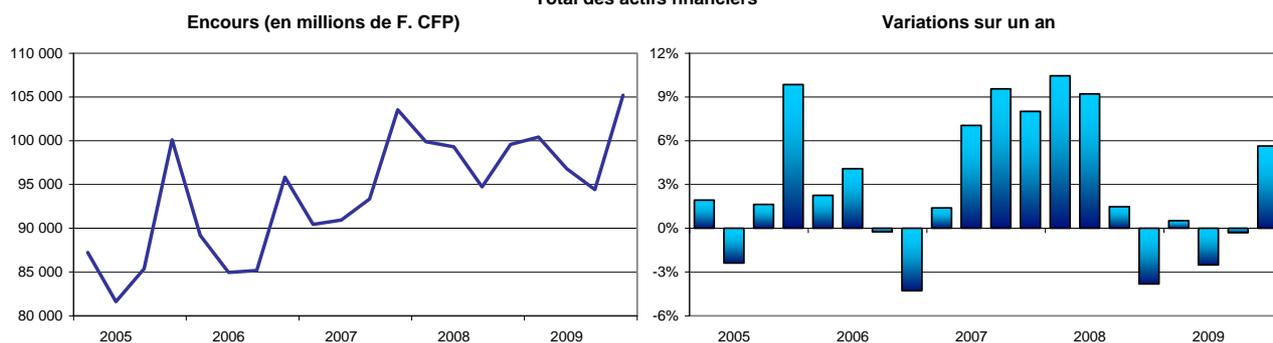


Contrats d'assurance-vie

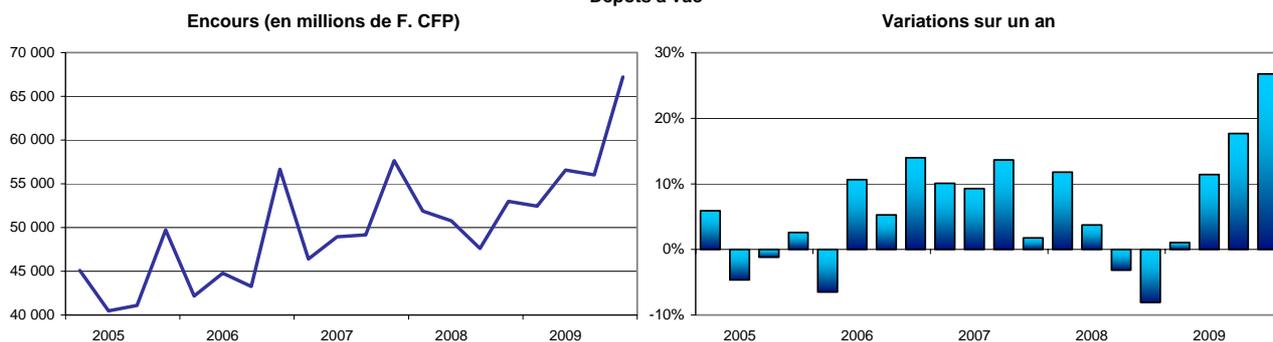


2.2 Les avoirs des sociétés

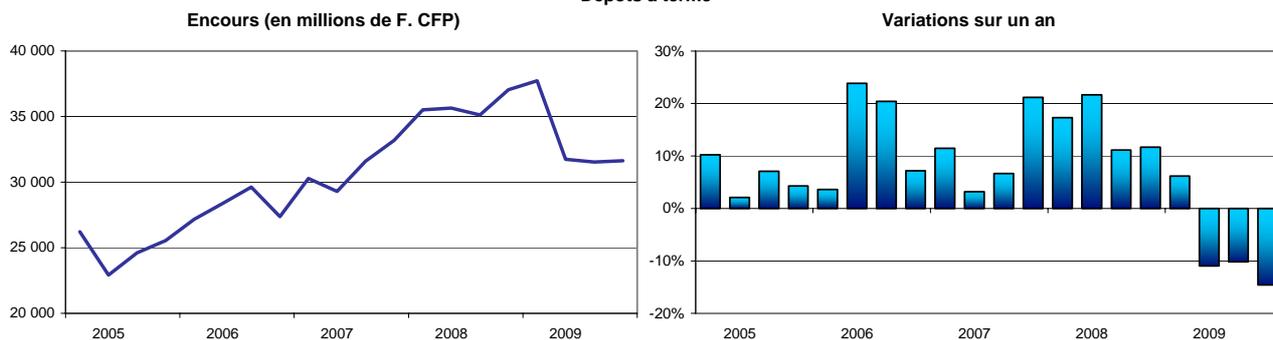
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme

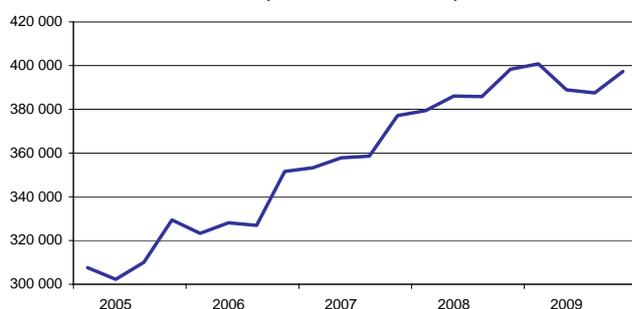


2.3 Les avoirs par nature

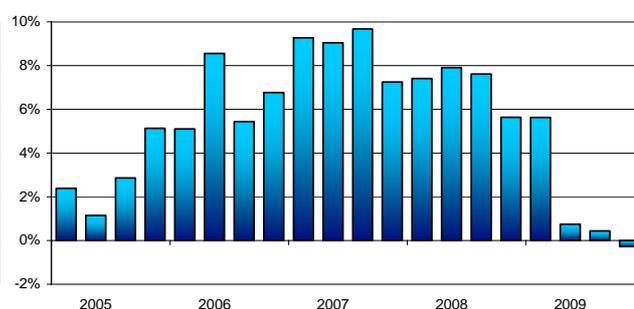
Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc.-09	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	313 291	329 358	351 628	377 104	398 351	400 792	388 887	387 545	397 296	2,5%	-0,3%	
Dépôts à vue	119 860	124 978	141 923	142 932	145 336	146 561	150 686	149 923	159 031	6,1%	9,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	91 163	90 725	83 711	79 649	72 355	94 280	110 147	117 512	122 519	4,3%	69,3%	
Livrets ordinaires	80 414	77 772	71 639	67 439	59 505	80 792	96 546	103 456	107 909	4,3%	81,3%	
Comptes d'épargne logement	246	258	245	207	206	215	206	215	220	2,8%	7,1%	
Plans d'épargne logement	9 633	11 967	12 049	11 941	11 393	11 802	11 915	12 164	12 556	3,2%	10,2%	
Dépôts à terme	78 169	83 298	115 116	143 963	169 696	149 022	119 157	111 718	108 024	-3,3%	-36,3%	
Bons de caisse	15 315	13 590	8 598	8 072	9 577	9 299	7 963	7 703	6 091	-20,9%	-36,4%	
Titres de créances négociables	8 784	16 768	2 280	2 489	1 386	1 629	935	688	1 631	137,0%	17,7%	
Epargne hors zone d'émission	81 050	84 782	89 191	90 564	74 211	75 494	80 507	81 747	82 546	1,0%	11,2%	
Actions	2 571	2 644	3 059	2 855	1 692	1 627	2 074	2 655	2 862	7,8%	69,2%	
Obligations	3 191	2 866	1 332	481	1 232	2 084	2 740	2 446	2 756	12,7%	123,7%	
OPCVM monétaires	12 110	12 868	14 424	14 947	11 647	10 831	8 999	8 650	6 976	-19,3%	-40,1%	
OPCVM non monétaires	30 717	28 753	29 556	27 078	17 941	17 524	18 198	18 882	19 052	0,9%	6,2%	
Contrats d'assurance-vie	32 462	37 601	40 772	45 158	41 700	43 428	48 496	49 114	50 899	3,6%	22,1%	
TOTAL	394 341	414 140	440 819	467 668	472 562	476 285	469 394	469 292	479 842	2,2%	1,5%	

Dépôts locaux

Encours (en millions de F. CFP)

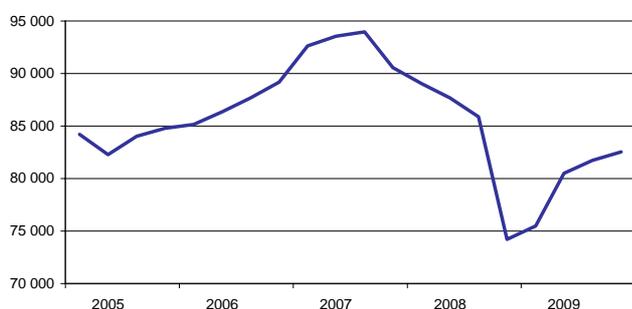


Variations sur un an

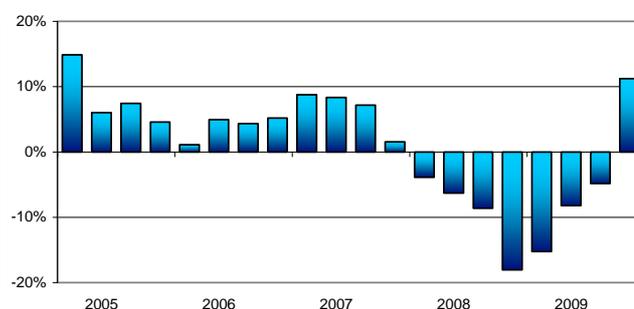


Epargne HZE

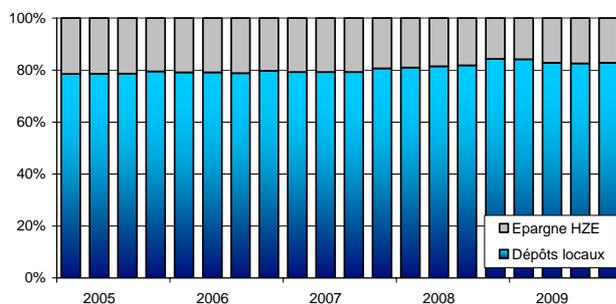
Encours (en millions de F. CFP)



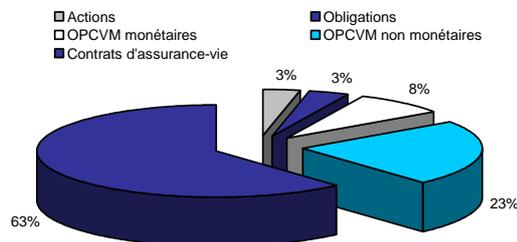
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE
déc-09



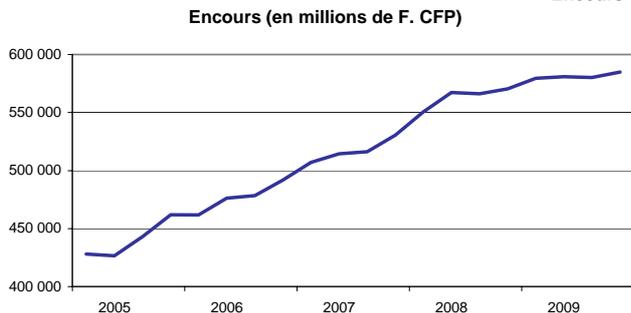
3. L'endettement des agents économiques

NB : A la suite de reclassements comptables effectués par un établissement de crédit de la place, les données relatives aux crédits de trésorerie et aux autres crédits ont été révisées entre mars 2008 et septembre 2009.

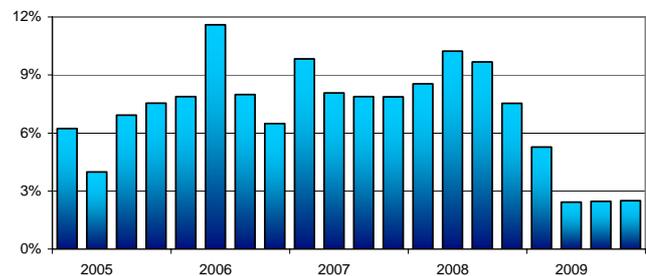
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Entreprises	148 020	153 450	162 562	175 454	188 137	186 142	182 968	180 071	176 869	-1,8%	-6,0%
Crédits d'exploitation	57 561	61 975	67 990	68 627	82 375	82 491	81 725	79 437	78 752	-0,9%	-4,4%
<i>Créances commerciales</i>	3 092	3 593	4 132	4 669	4 175	3 654	3 600	3 353	3 780	12,7%	-9,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	36 868	43 751	36 698	36 729	42 359	42 271	40 351	38 791	42 095	8,5%	-0,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 961	6 081	8 125	4 863	4 695	4 534	4 479	4 235	4 055	-4,2%	-13,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	17 601	14 632	27 160	27 229	35 841	36 566	37 774	37 293	32 878	-11,8%	-8,3%
Crédits d'investissement	55 634	53 925	55 267	67 279	69 699	66 926	67 145	65 905	65 119	-1,2%	-6,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	53 617	51 806	53 136	63 431	67 655	64 934	65 236	64 107	63 253	-1,3%	-6,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 142	5 111	4 931	5 923	5 857	5 724	5 588	5 456	5 614	2,9%	-4,2%
<i>Crédit-bail</i>	2 017	2 120	2 131	3 848	2 045	1 992	1 909	1 798	1 866	3,8%	-8,7%
Crédits à l'habitat	10 557	12 506	14 151	16 161	20 388	20 986	21 247	21 720	19 804	-8,8%	-2,9%
Autres crédits	24 268	25 043	25 154	23 387	15 675	15 739	12 851	13 010	13 194	1,4%	-15,8%
Ménages	194 365	211 692	229 762	250 226	263 767	263 593	265 110	265 815	268 950	1,2%	2,0%
Crédits à la consommation	77 381	83 999	90 705	98 876	104 460	103 424	102 725	102 099	103 139	1,0%	-1,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	70 148	75 584	81 929	90 487	96 401	95 689	95 050	94 940	96 120	1,2%	-0,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 736	5 390	5 962	5 121	5 198	5 051	5 118	4 682	4 665	-0,4%	-10,3%
<i>Crédit-bail</i>	3 497	3 025	2 814	3 268	2 861	2 684	2 558	2 477	2 355	-4,9%	-17,7%
Crédits à l'habitat	111 457	121 834	130 911	143 550	152 433	153 783	156 315	157 801	159 924	1,3%	4,9%
Autres crédits	5 528	5 859	8 146	7 799	6 874	6 386	6 070	5 916	5 887	-0,5%	-14,4%
Collectivités locales	60 899	67 720	62 619	65 567	70 819	79 561	82 968	81 232	84 599	4,1%	19,5%
Crédits d'exploitation	3 234	3 252	2 587	2 589	1 238	2 656	1 329	1 119	993	-11,3%	-19,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 672	3 001	2 469	2 367	926	2 512	1 078	1 030	909	-11,7%	-1,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	562	251	118	222	312	144	251	89	84	-6,2%	-73,2%
Crédits d'investissement	55 321	59 764	56 893	60 053	66 718	74 199	78 962	77 509	81 180	4,7%	21,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	55 321	59 764	56 893	60 053	66 714	74 196	78 958	77 505	81 176	4,7%	21,7%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	4	4	3	3	3	-3,7%	-21,2%
Crédits à l'habitat	559	1 148	1 778	1 815	1 824	1 823	1 801	1 805	1 760	-2,5%	-3,5%
Autres crédits	1 785	3 556	1 362	1 110	1 039	883	877	799	666	-16,6%	-35,8%
Autres agents de CCB non ventilés	7 023	8 736	13 271	14 720	16 672	17 633	16 931	15 976	14 425	-9,7%	-13,5%
Total encours sain	410 307	441 597	468 215	505 967	539 396	546 929	547 978	543 094	544 842	0,3%	1,0%
Créances douteuses brutes	19 126	20 255	23 592	24 560	31 091	32 537	32 910	36 996	39 930	7,9%	28,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 095	7 580	8 373	9 668	14 220	14 710	14 083	16 796	18 283	8,9%	28,6%
<i>dont entreprises</i>	3 061	3 280	3 732	4 820	9 058	8 213	8 214	10 402	12 608	21,2%	39,2%
<i>dont ménages</i>	3 746	3 628	4 443	4 842	5 162	6 397	5 867	6 002	5 674	-5,5%	9,9%
<i>Provisions</i>	12 031	12 675	15 219	14 892	16 871	17 827	18 828	20 200	21 647	7,2%	28,3%
Total encours brut	429 434	461 852	491 807	530 527	570 487	579 466	580 888	580 090	584 772	0,8%	2,5%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,4%	4,8%	4,6%	5,4%	5,6%	5,7%	6,4%	6,8%	0,5 pt	1,4 pt
Taux de provisionnement	62,9%	62,6%	64,5%	60,6%	54,3%	54,8%	57,2%	54,6%	54,2%	-0,4 pts	-0,1 pt

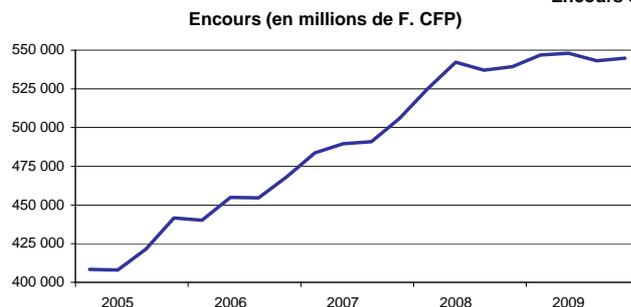
Encours de crédit brut



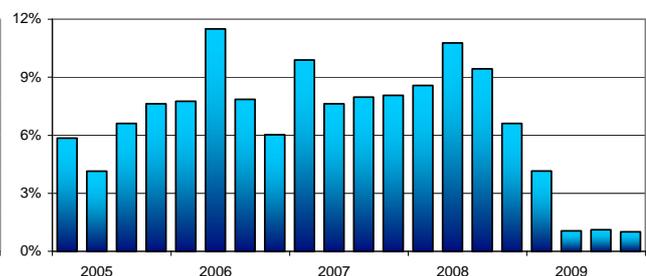
Variations sur un an



Encours de crédit sain



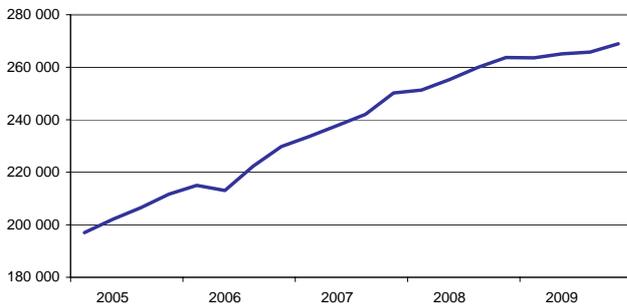
Variations sur un an



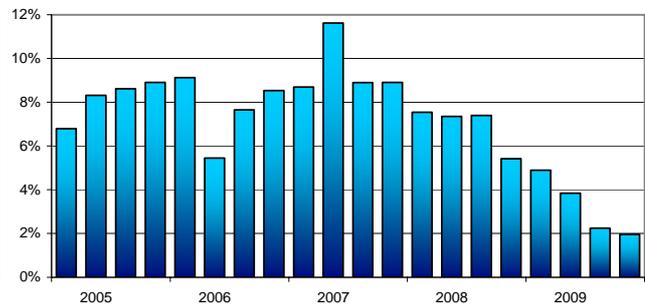
L'endettement des ménages

Encours de crédit sain

Encours (en millions de F. CFP)

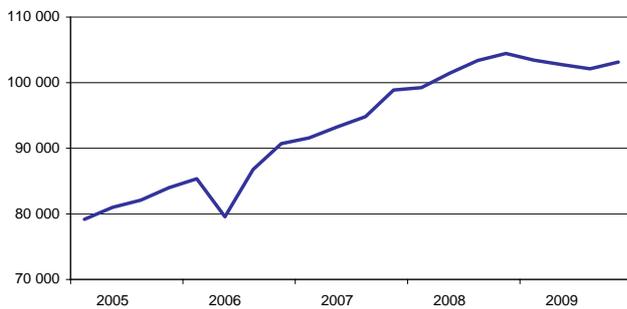


Variations sur un an

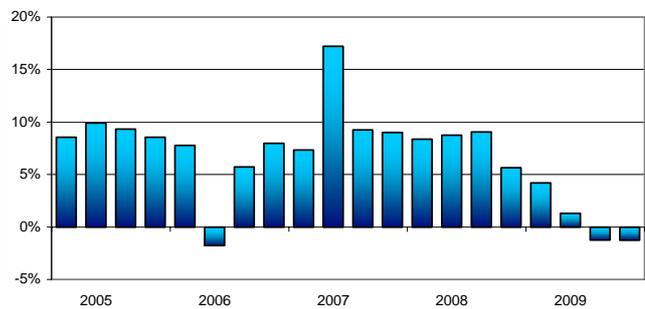


Crédit à la consommation

Encours (en millions de F. CFP)

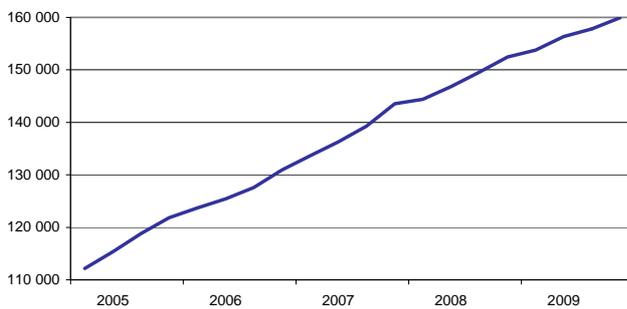


Variations sur un an

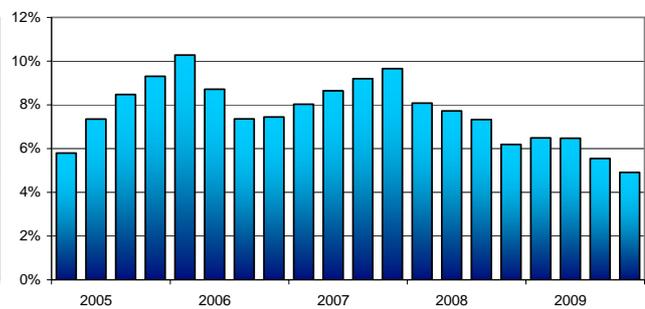


Crédit à l'habitat

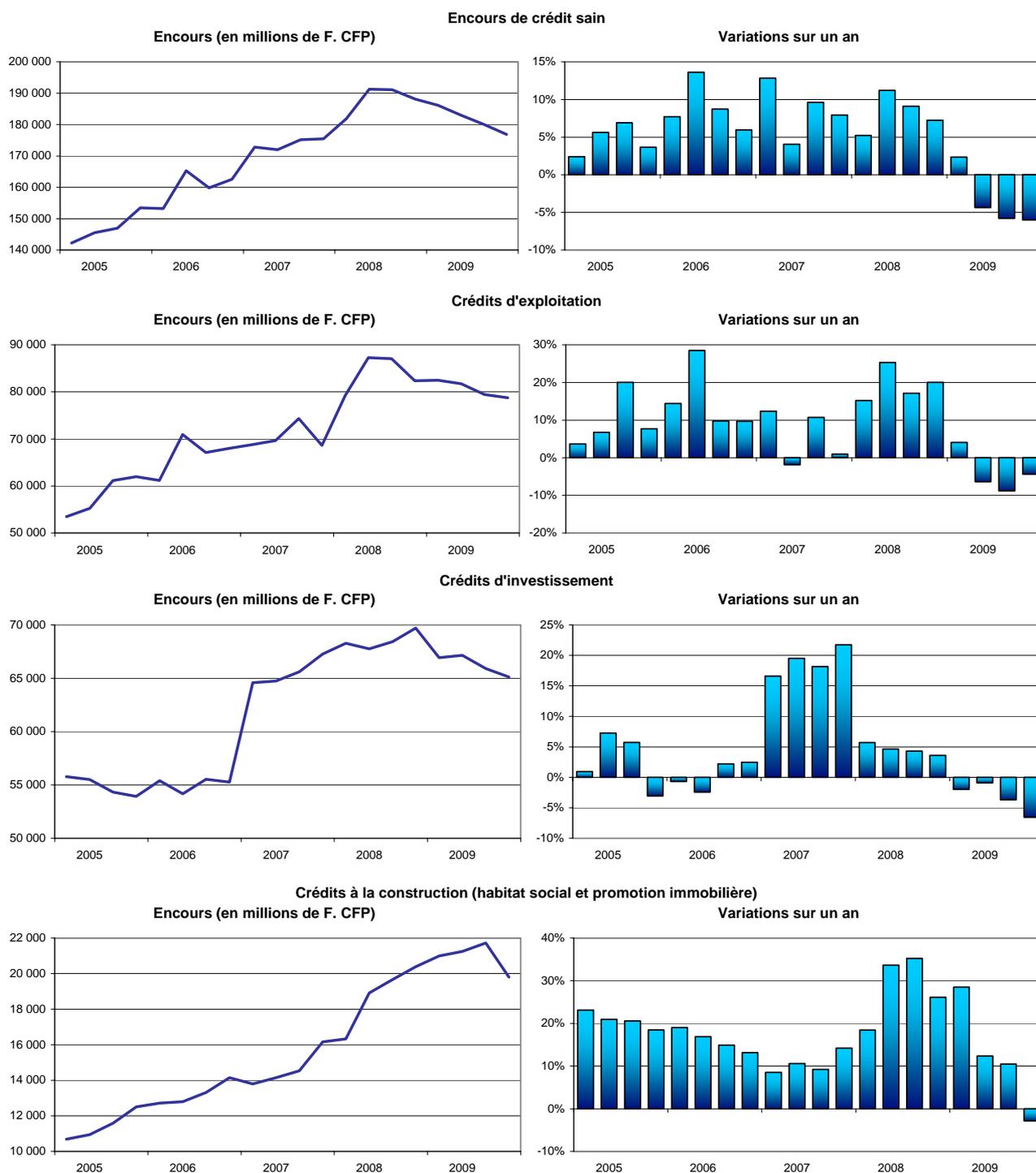
Encours (en millions de F. CFP)



Variations sur un an

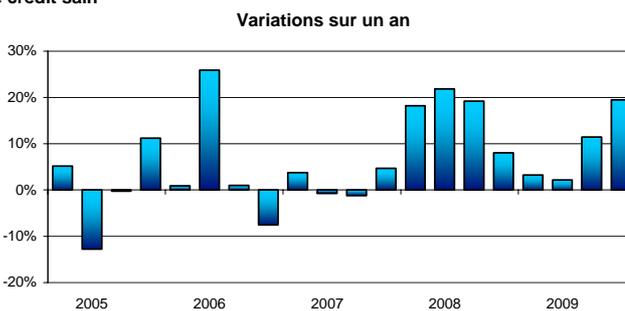
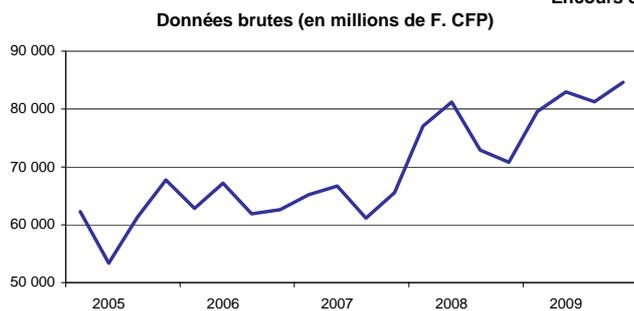


L'endettement des entreprises

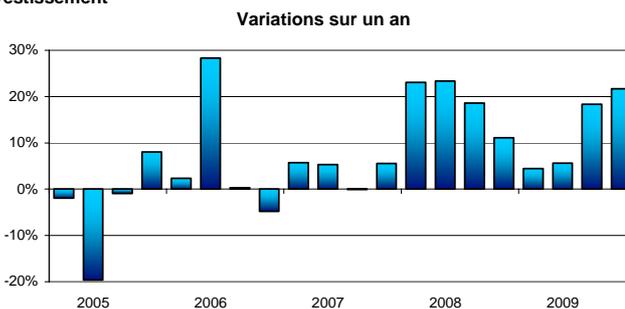
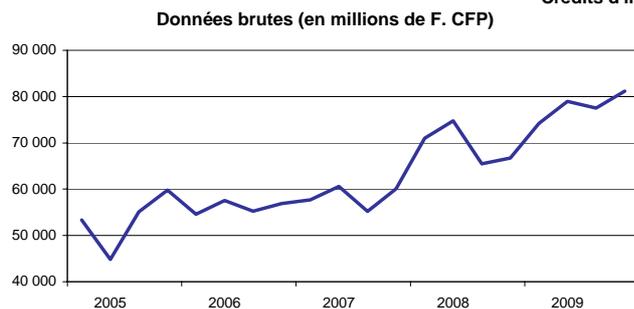


L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain



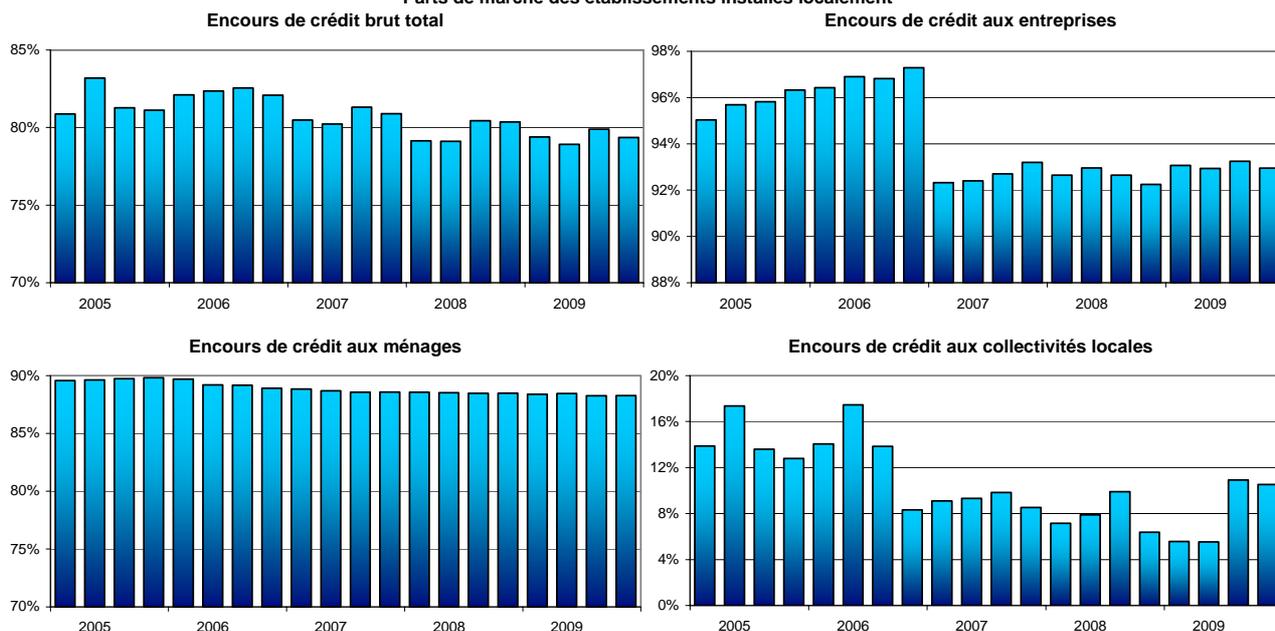
Crédits d'investissement



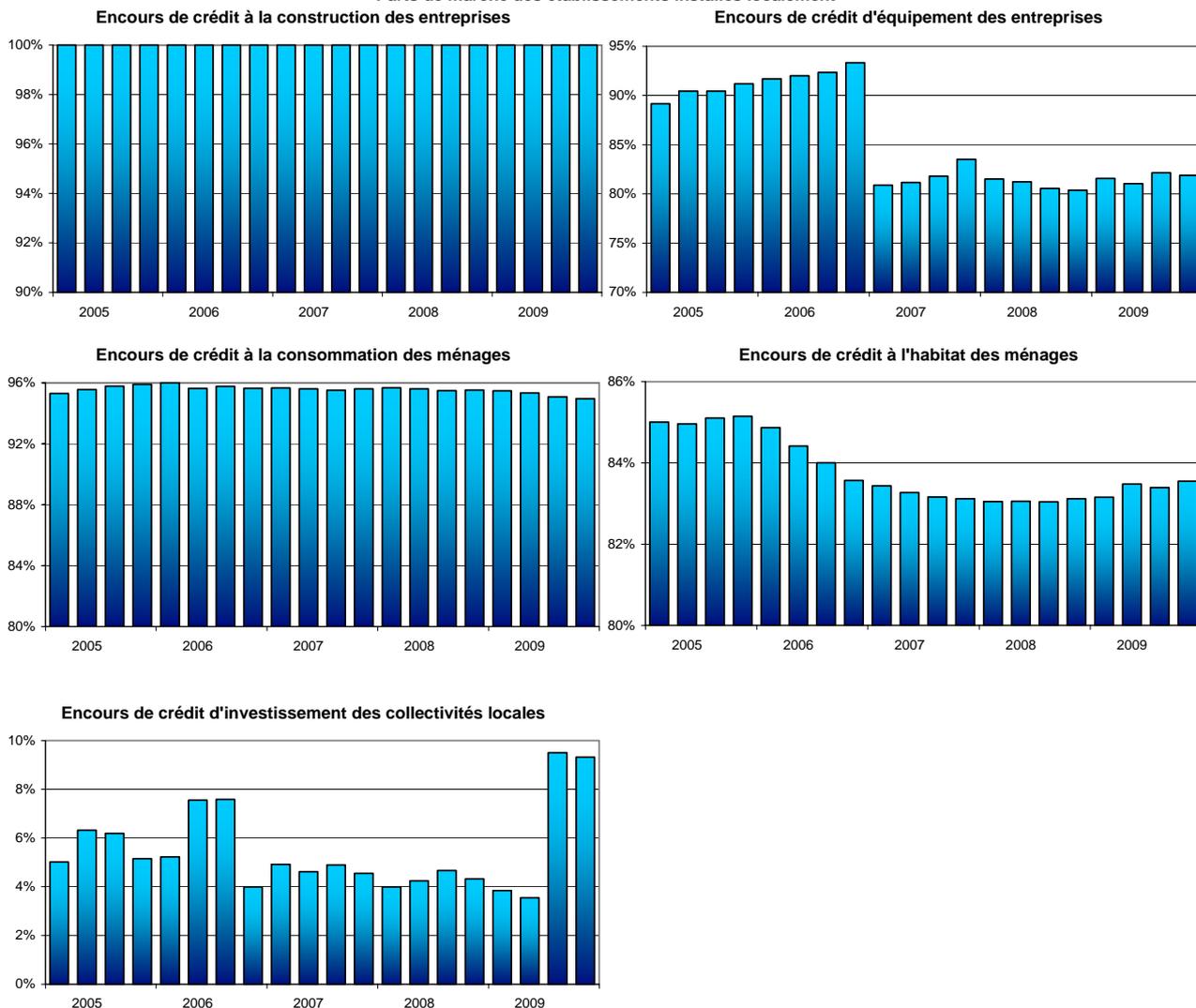
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Entreprises	141 311	147 817	158 161	163 531	173 547	173 246	170 051	167 916	164 396	-2,1%	-5,3%
Crédits d'exploitation	57 546	61 975	67 990	68 356	81 846	82 291	81 540	79 324	78 318	-1,3%	-4,3%
Créances commerciales	3 092	3 593	4 132	4 669	4 175	3 654	3 600	3 353	3 780	12,7%	-9,5%
Crédits de trésorerie	36 853	43 751	36 698	36 729	42 359	42 271	40 351	38 791	42 046	8,4%	-0,7%
dont entrepreneurs individuels	4 961	6 081	8 125	4 863	4 695	4 534	4 479	4 235	4 055	-4,2%	-13,6%
Comptes ordinaires débiteurs	17 601	14 632	27 160	26 958	35 312	36 366	37 589	37 180	32 493	-12,6%	-8,0%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits d'investissement	49 982	49 174	51 578	56 188	56 026	54 592	54 413	54 141	53 316	-1,5%	-4,8%
Crédits à l'équipement	47 965	47 054	49 447	54 438	54 324	52 928	52 807	52 643	51 747	-1,7%	-4,7%
dont entrepreneurs individuels	5 142	5 111	4 931	5 912	5 843	5 718	5 582	5 451	5 590	2,6%	-4,3%
Crédit-bail	2 017	2 120	2 131	1 750	1 702	1 663	1 606	1 497	1 570	4,8%	-7,8%
Crédits à l'habitat	10 557	12 506	14 151	16 161	20 388	20 986	21 247	21 720	19 804	-8,8%	-2,9%
Autres crédits	23 227	24 162	24 442	22 826	15 287	15 378	12 851	12 732	12 958	1,8%	-15,2%
Ménages	174 093	190 130	204 308	221 657	233 367	233 009	234 499	234 589	237 438	1,2%	1,7%
Crédits à la consommation	73 524	80 556	86 758	94 539	99 793	98 745	97 940	97 082	97 938	0,9%	-1,9%
Crédits de trésorerie	66 292	72 142	77 982	86 150	91 734	91 011	90 265	89 923	90 918	1,1%	-0,9%
Comptes ordinaires débiteurs	3 736	5 390	5 962	5 121	5 198	5 050	5 118	4 682	4 665	-0,4%	-10,3%
Crédit-bail	3 497	3 025	2 814	3 268	2 861	2 684	2 558	2 477	2 355	-4,9%	-17,7%
Crédits à l'habitat	95 059	103 744	109 403	119 319	126 700	127 878	130 489	131 591	133 613	1,5%	5,5%
Autres crédits	5 509	5 830	8 146	7 799	6 874	6 386	6 070	5 916	5 887	-0,5%	-14,4%
Collectivités locales	6 358	8 655	5 211	5 590	4 520	4 439	4 594	8 876	8 901	0,3%	96,9%
Crédits d'exploitation	3 234	3 252	2 587	2 454	1 126	1 224	1 329	1 119	993	-11,3%	-11,8%
Crédits de trésorerie	2 672	3 001	2 469	2 232	814	1 080	1 078	1 030	909	-11,7%	11,8%
Comptes ordinaires débiteurs	562	251	118	222	312	144	251	89	84	-6,2%	-73,2%
Crédits d'investissement	2 691	3 078	2 270	2 734	2 885	2 848	2 801	7 366	7 561	2,6%	162,1%
Crédits à l'équipement	2 691	3 078	2 270	2 734	2 885	2 848	2 801	7 366	7 561	2,6%	162,1%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits à l'habitat	0	0	0	74	69	68	67	72	70	-1,7%	1,8%
Autres crédits	433	2 326	354	329	440	299	397	319	276	-13,4%	-37,2%
Autres agents de CCB non ventilés	7 023	8 736	13 271	14 556	16 501	17 204	16 753	15 541	14 261	-8,2%	-13,6%
Total encours sain	328 785	355 338	380 951	405 333	427 935	427 899	425 897	426 922	424 996	-0,5%	-0,7%
Créances douteuses brutes	18 164	19 333	22 753	23 838	30 461	32 160	32 501	36 557	39 081	6,9%	28,3%
Créances douteuses nettes	6 770	6 659	8 001	9 057	13 700	14 443	13 783	16 467	17 545	6,5%	28,1%
dont entreprises	3 039	3 061	3 729	4 432	8 812	8 213	8 214	10 386	12 201	17,5%	38,5%
dont ménages	3 540	3 402	4 074	4 619	4 888	6 130	5 567	5 689	5 342	-6,1%	9,3%
Provisions	11 394	12 675	14 751	14 782	16 761	17 717	18 718	20 090	21 537	7,2%	28,5%
Total encours brut	346 949	374 671	403 704	429 172	458 396	460 058	458 398	463 479	464 077	0,1%	1,2%
Taux de créances douteuses	5,2%	5,2%	5,6%	5,6%	6,6%	7,0%	7,1%	7,9%	8,4%	0,5 pt	1,8 pt
Taux de provisionnement	62,7%	65,6%	64,8%	62,0%	55,0%	55,1%	57,6%	55,0%	55,1%	0,2 pts	0,1 pt

Parts de marché des établissements installés localement



Parts de marché des établissements installés localement

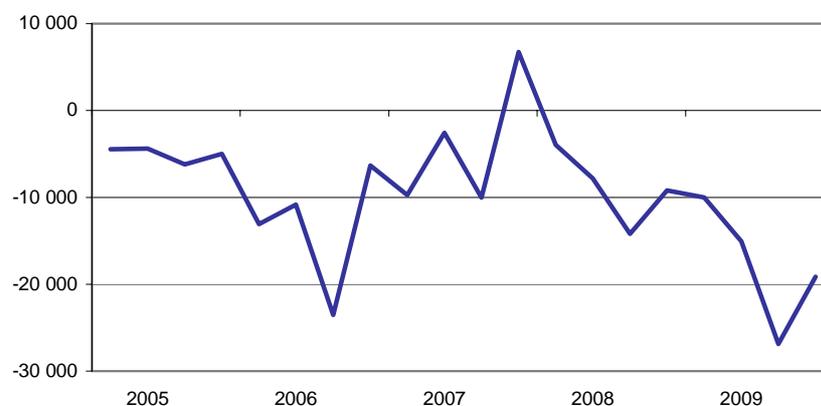


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an	
Emplois	358 238	385 375	416 868	446 782	473 279	477 438	474 643	484 044	486 719	0,6%	2,8%	
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Crédits bruts	346 949	374 671	403 704	429 326	458 429	460 294	458 510	463 892	464 300	0,1%	1,3%	
Réserves obligatoires et libres	11 288	10 704	13 164	10 728	14 851	17 144	16 133	20 152	22 419	11,3%	51,0%	
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	6 728	0	0	0	0	0	-	-	
Ressources	358 238	385 375	416 868	446 782	473 281	477 438	474 643	484 044	486 719	0,6%	2,8%	
Dépôts collectés (- encaisses)	303 292	318 535	338 687	365 299	384 949	386 363	375 073	371 543	383 541	3,2%	-0,4%	
Ressources propres - Valeurs immobilisées	33 967	35 373	43 423	47 082	51 828	52 931	56 457	59 452	59 726	0,5%	15,2%	
Excédent des opérations diverses des EC	14 205	19 965	23 582	29 796	24 483	25 282	25 393	23 554	21 901	-7,0%	-10,5%	
Réescompte	5 333	6 535	4 855	4 605	2 803	2 852	2 685	2 618	2 425	-7,4%	-13,5%	
Position extérieure nette des EC (si négative)	1 440	4 967	6 321	0	9 217	10 010	15 034	26 877	19 126	-28,8%	107,5%	

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

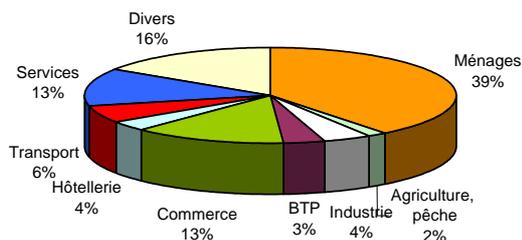


4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 066	4 386	4 591	4 745	4 457	4 520	4 472	4 521	4 670	3,3%	4,8%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 645	1 657	1 741	1 495	1 575	1 124	1 454	1 571	1 650	5,0%	4,8%
Taux d'éligibilité	40%	38%	38%	32%	35%	25%	33%	35%	35%	-	-
Refinancement	6 432	7 694	7 693	6 004	5 080	4 825	5 303	5 321	4 458	-16,2%	-12,2%
Engagements à court terme	2 414	2 363	2 445	2 660	2 311	2 361	2 744	2 803	2 188	-21,9%	-5,3%
Engagements à moyen terme	4 018	5 331	5 248	3 344	2 769	2 464	2 559	2 518	2 270	-9,9%	-18,0%

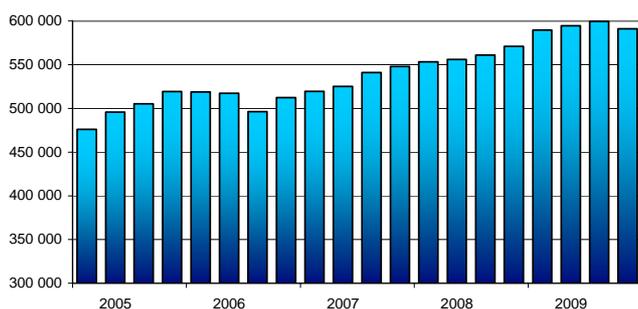
5. Les engagements sectoriels

Répartition des engagements par secteur

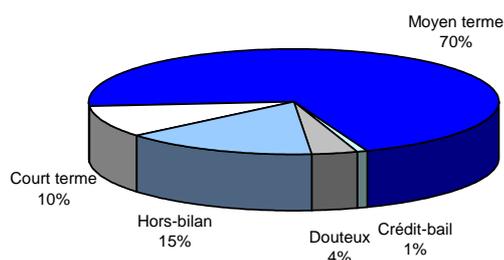


EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR

Encours (en millions de F. CFP)

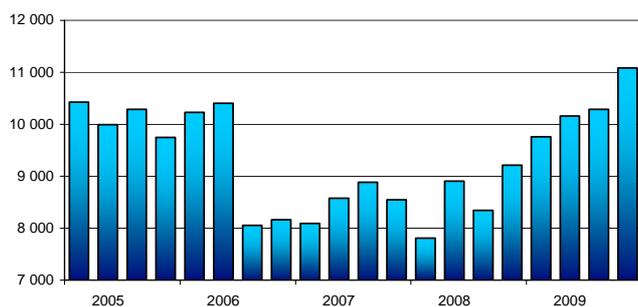


Structure en %

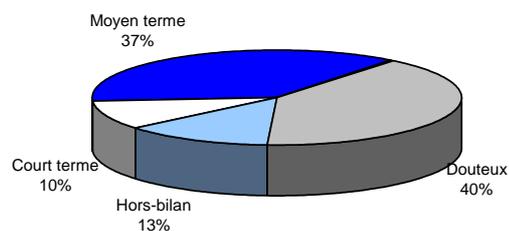


AGRICULTURE, PECHE, ELEVAJE

Encours (en millions de F. CFP)

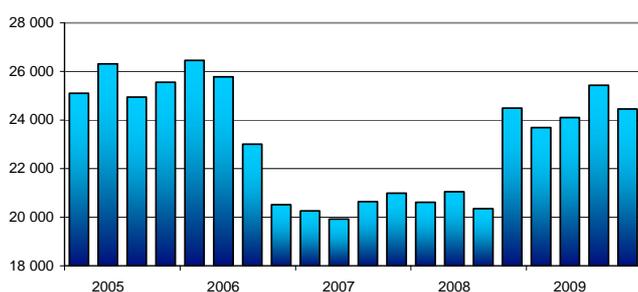


Variations sur un an

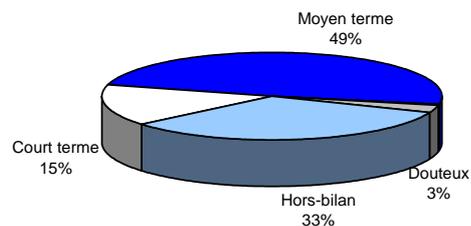


INDUSTRIE

Encours (en millions de F. CFP)

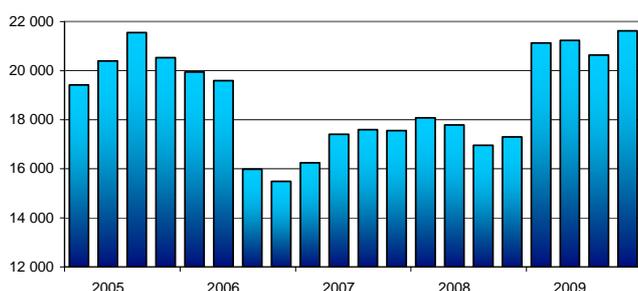


Variations sur un an

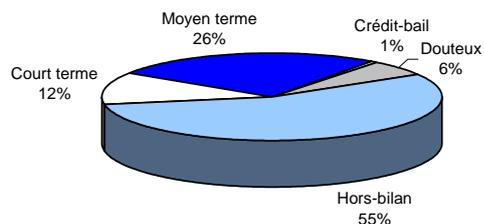


BTP

Encours (en millions de F. CFP)



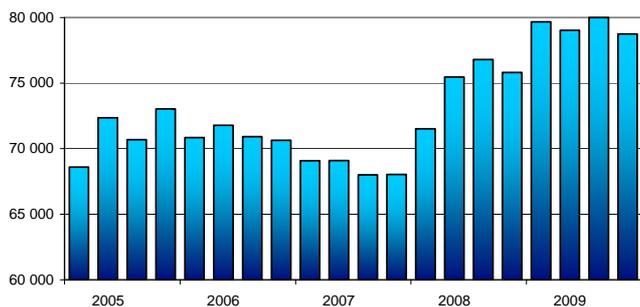
Variations sur un an



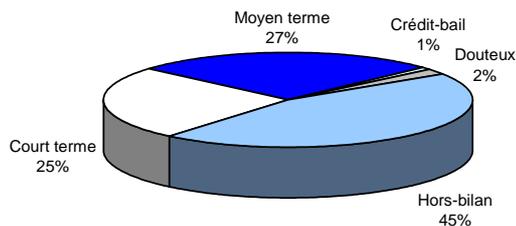
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

Encours (en millions de F. CFP)

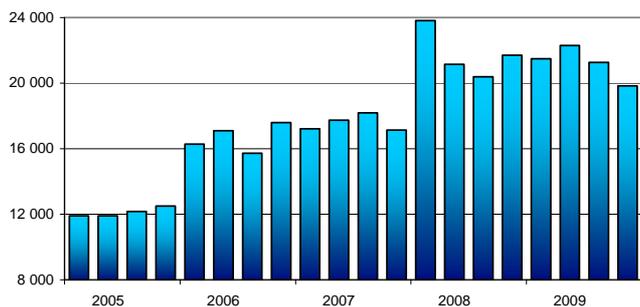


Structure en %

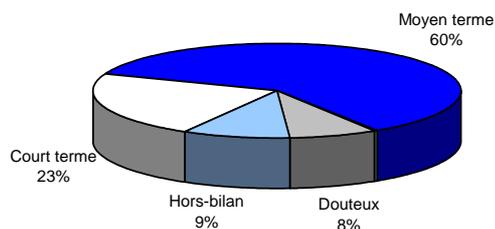


HOTELLERIE

Encours (en millions de F. CFP)

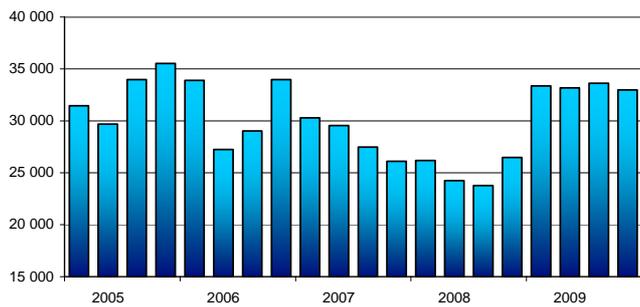


Variations sur un an

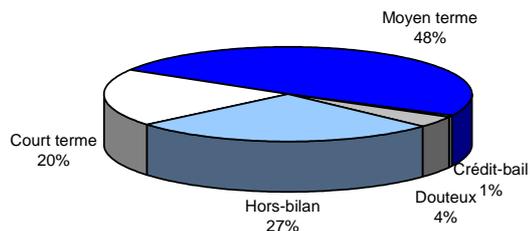


TRANSPORT

Encours (en millions de F. CFP)

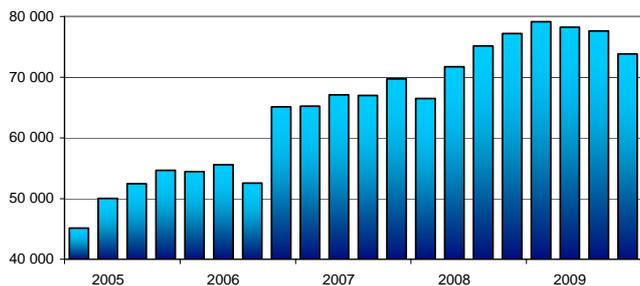


Variations sur un an

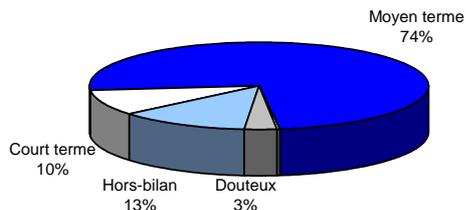


SERVICES

Encours (en millions de F. CFP)

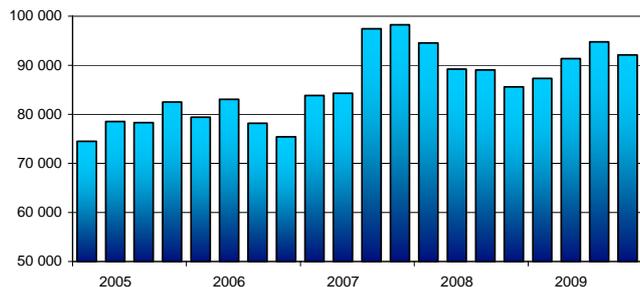


Variations sur un an

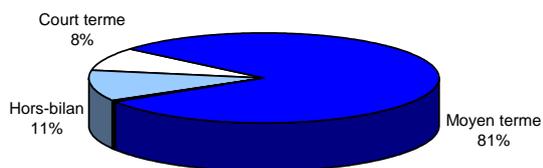


DIVERS

Encours (en millions de F. CFP)

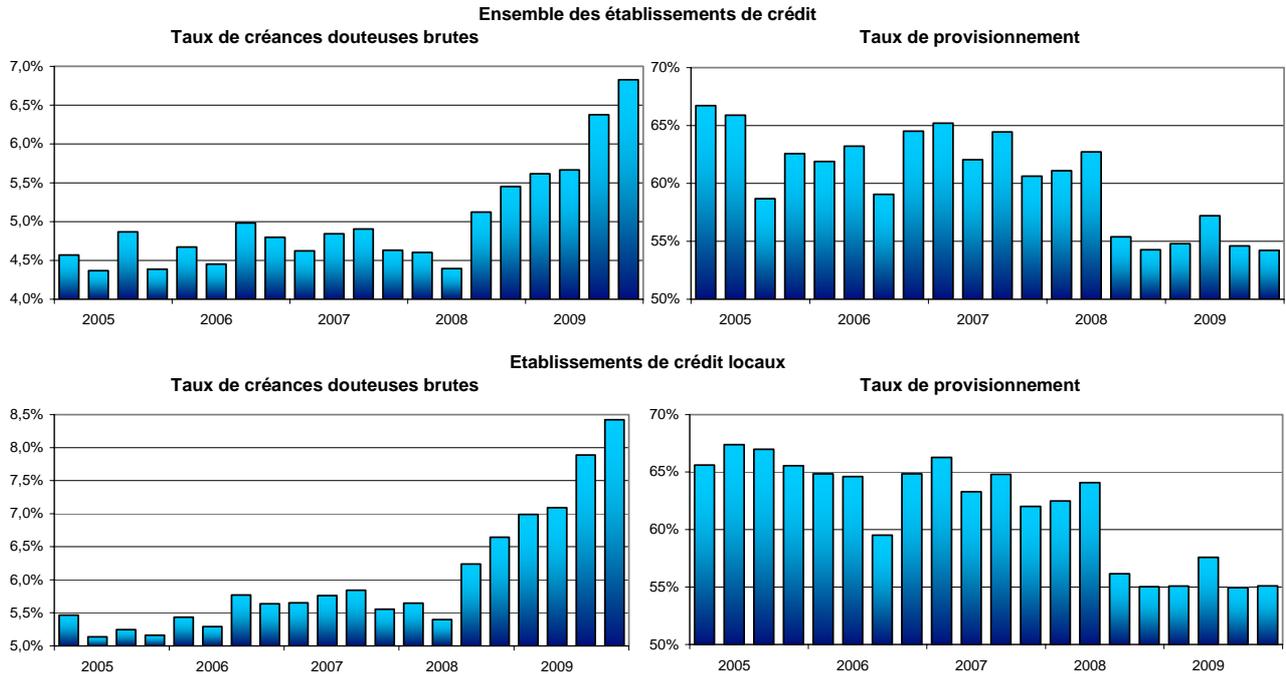


Variations sur un an

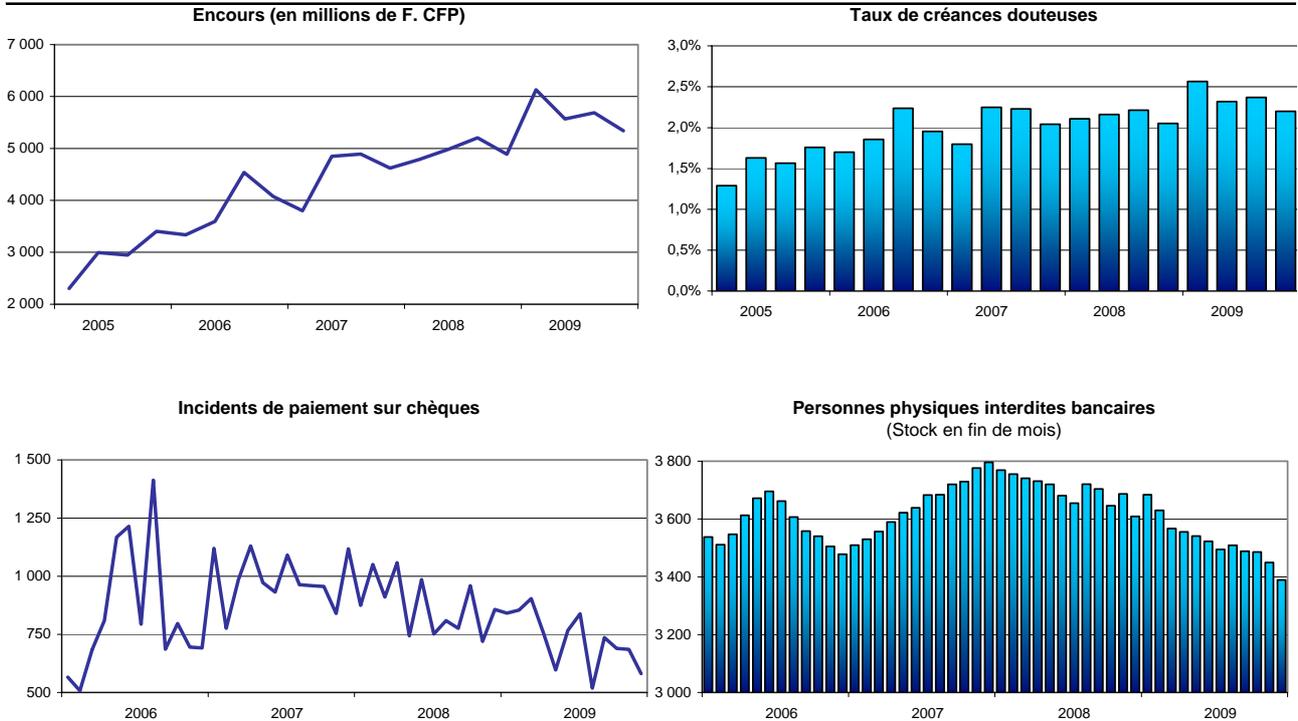


6. Les indicateurs de vulnérabilité

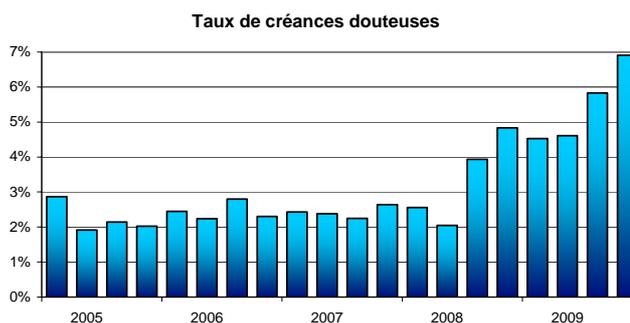
6.1 Les indicateurs globaux



6.2 La vulnérabilité des ménages



6.3 La vulnérabilité des entreprises



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Variations					
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	2009	2009	1 trim	1 an
En nombre	3 083 629	3 292 044	3 272 305	3 348 216	3 315 592	3 022 731	3 063 900	3 138 550	3 269 561	4,2%	-1,4%
Chèques	1 653 240	1 667 980	1 624 848	1 581 302	1 539 401	1 384 646	1 400 119	1 428 365	1 494 820	4,7%	-2,9%
Virements	357 211	461 010	423 414	452 698	465 365	444 444	445 293	480 511	512 323	6,6%	10,1%
Effets et avis de prélèvements	419 664	456 460	473 653	494 032	491 702	458 602	463 112	459 137	427 910	-6,8%	-13,0%
Opérations monétiques	602 558	665 301	697 165	772 801	774 098	686 845	708 898	723 388	792 854	9,6%	2,4%
Autres	50 956	41 293	53 225	47 383	45 026	48 194	46 478	47 149	41 654	-11,7%	-7,5%
En millions de F CFP	262 011	278 509	297 837	303 431	318 237	272 980	275 014	285 780	311 031	8,8%	-2,3%
Chèques	136 625	138 560	141 888	140 130	145 859	117 512	121 961	126 266	133 269	5,5%	-8,6%
Virements	102 223	115 367	132 386	138 323	146 903	131 130	129 780	135 590	153 322	13,1%	4,4%
Effets et avis de prélèvements	13 259	13 787	14 173	15 592	16 070	15 900	15 194	15 629	15 464	-1,1%	-3,8%
Opérations monétiques	6 677	8 436	6 716	7 446	7 366	6 206	6 441	6 626	7 377	11,3%	0,1%
Autres	3 226	2 360	2 674	1 940	2 039	2 232	1 638	1 670	1 599	-4,2%	-21,6%

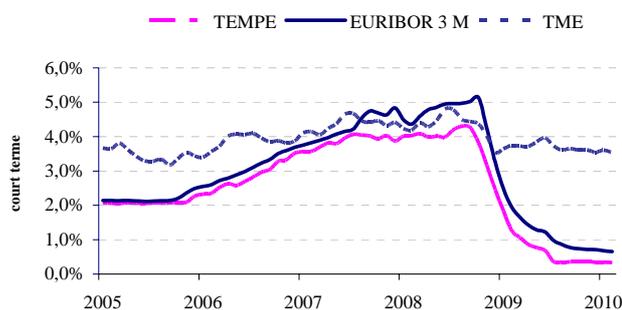
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,50%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

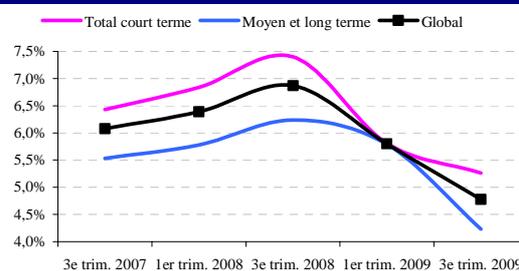
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%

8.2 Les principaux taux de marché



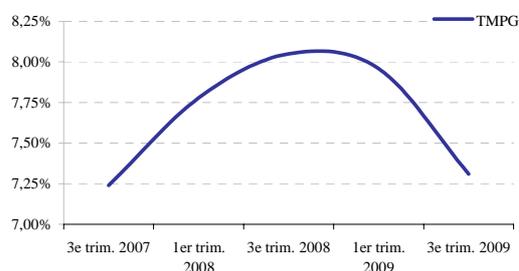
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	Variation annuelle
Total court terme	6,43%	6,84%	7,40%	5,81%	5,26%	-214 pb
Moyen et long terme	5,53%	5,78%	6,24%	5,79%	4,23%	-201 pb
Global	6,08%	6,39%	6,87%	5,80%	4,78%	-209 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,52%	5,98%	6,20%	6,03%	5,54%	-66 pb
Prêts immobiliers relais	5,23%	5,99%	6,41%	6,63%	5,65%	-76 pb
Prêts personnels <181920 FC FP	14,48%	11,80%	13,50%	12,00%	12,68%	-82 pb
Découverts	9,00%	9,34%	9,99%	9,97%	9,64%	-35 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,74%	8,45%	8,43%	8,55%	7,78%	-65 pb
TMPG	7,24%	7,78%	8,05%	7,96%	7,31%	-74 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	4e trim. 2008	1er trim. 2009	2e trim. 2009	3e trim. 2009	4e trim. 2009
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%
- Prêts à taux variable	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%
- Prêts relais	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>	<i>3e trim. 2009</i>	<i>4e trim. 2009</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,35%	11,51%	11,69%	11,67%	10,81%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,24%	9,04%	7,85%	6,43%	5,83%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,15%	8,56%	8,07%	7,19%	6,92%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,27%	10,45%	8,05%	6,72%	6,20%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>	<i>3e trim. 2009</i>	<i>4e trim. 2009</i>
Découverts en compte	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achevé d'imprimer le 16 mars 2010
Dépôt légal : 16 mars 2010 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

